



COMMISSION DE LA CEDEAO



COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

**Réunion du Groupe Local de Contact sur la Guinée
18–19 juin 2009**

PROJET AIDE MEMOIRE (après revue du 19/06/09)

Conformément aux conclusions de la 3^{ème} Réunion du GIC-G et en application du Communiqué Final de la 2^{ème} session, le Groupe Local International de Contact sur la Guinée s'est réuni les 18 et 19 juin 2009 à Conakry.

Ont pris part aux travaux (en annexe)

La cérémonie d'ouverture des travaux a été rehaussée par la présence de Monsieur le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire Permanent du CNDD et Monsieur le Ministre de l'Administration du Territoire et des Affaires Politiques.

Le Groupe Local a suivi avec attention respectivement la communication du Gouvernement lue par Monsieur le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, la présentation conjointe MATAP/CENI sur l'état d'avancement du processus électoral, les analyses des partis politiques, des représentants de la société civile sur la situation.

De ces différentes communications / débats, il est ressorti ce qui suit :

1 – Dialogue Politique et amélioration du climat avec les Forces vives

La situation reste caractérisée par l'absence de dialogue entre les différents acteurs de la transition.

Une réunion du CNDD et des Forces vives, en présence du corps diplomatique, s'est

tenue le 10 juin. Le Président du CNDD a demandé aux forces politiques ce qu'elles pensaient de la tenue d'élections libres et transparentes en 2009. Quelques jours auparavant à une question similaire, les militaires avaient tous répondu que les élections en 2009 n'étaient ni possibles, ni opportunes. Par contre le 10 juin, le porte-parole des Forces Vives a déclaré que le problème était que le dialogue était interrompu et qu'il n'avait pas pu transmettre de message au Président du CNDD, ni sur le CNT ni sur le chronogramme. Depuis cette date, il n'y a pas eu de rencontre entre les forces Vives et le CNDD. Une réunion est maintenant prévue pour le 23 juin.

L'absence de dialogue se traduit par :

La non-mise en place du CNT : A ce jour, cet organe initialement prévu pour être mis en place en mars 2009 n'a pas encore été institué en raison de divergences sur sa composition et son statut.

Le CNDD souhaite une plus large participation de toutes les catégories de la population réfutant la proposition des Forces vives et mettant ainsi en doute leur représentativité.

Il en est de même du statut et des attributions. Le CNDD voudrait en faire un organe consultatif alors que les Forces Vives sont favorables à un organe législatif.

- a) Le Chronogramme et le calendrier de la transition : il s'instaure depuis un certain temps une certaine polémique sur le chronogramme et le calendrier de la Transition. Aux termes de la réunion sus citée, le CNDD a demandé aux Forces Vives et celles-ci se sont engagées à soumettre leurs réflexions et propositions y relatives.

Il faut déplorer qu'après la réunion du 10 juin il aura fallu attendre près de 2 semaines pour que les Forces Vives puissent rencontrer le CNDD et lui transmettre une proposition.

Un projet de note de synthèse a été élaboré par les Forces Vives mais ne semble pas recueillir le consensus. On peut se demander si on ne va pas assister à une implosion ou à une sorte d'effritement de la dynamique unitaire au sein des Forces Vives.

De l'avis des participants, la multiplication soudaine de Partis politiques et

d'Associations de la société civile diverses favorise la fragmentation et accroît le risque de paralysie des Forces Vives. En effet certains partis politiques sont de création récente ou ne représentent qu'eux-mêmes et n'ont donc pas intérêt à aller aux élections en 2009.

- b) Le Forum National : la tenue de telles assises ne semble plus constituer une priorité, non seulement pour les autorités , mais aussi pour les Forces Vives car ce Forum risque de diluer leur influence.

2 – Respect des droits de l’homme et Etat de droit

a) Les mesures et actions prises

- Publication d'un décret interdisant à tout militaire de se substituer aux services compétents pour interpellier les citoyens
- Suppression du Secrétariat d'Etat aux conflits et de la Brigade chargée des investigations judiciaires à la Présidence de la République (suite à une menace de grève des magistrats et avocats)
- Nomination d'un gouverneur de région pour lutter contre les actes de banditisme à l'intérieur du pays (expliquer)
- Tournées dans les garnisons militaires, les forces de police et de douane pour sensibilisation à servir le pays conformément aux valeurs républicaines et radiation de certains éléments délinquants.

b) Les préoccupations sur la situation sécuritaire et les atteintes aux droits de l’homme

- Recrudescence des atteintes à la sécurité des personnes et des biens

La situation sécuritaire devient préoccupante parce que caractérisée par des violations répétées des droits de l’homme (arrestation et détention extra judiciaire, rumeurs de cas de tortures, amplification de phénomène de coupeurs de route, harcèlement à l’encontre des représentant des entreprises étrangères et privées, violation des domiciles...).

Devant cette situation un membre du CNDD a fait des déclarations pouvant

être interprétées comme un appel à la population à se faire justice elle-même.

Une partie de ces violations serait imputable à des éléments des Forces de défense et de sécurité au point où l'on parlerait d'indiscipline au sein de l'Armée et des Forces de sécurité.

La situation d'instabilité et d'indiscipline au sein de l'armée est préoccupante. Elle est d'ailleurs utilisée par la junte pour justifier sa présence à la tête de l'Etat, arguant que si elle quittait le pouvoir ce serait l'anarchie, ce qui d'ailleurs ne laisse pas d'inquiéter pour la période post électorale.

Selon l'analyse présentée par les organisations de la société civile lors du GIC-local, le capitaine M-D Camara est le dénominateur commun des factions qui s'opposent au sein de l'armée. Il n'a cependant pas une autorité suffisante pour mener à bien une restructuration de l'armée et réinstaurer la discipline. La police et la gendarmerie sont marginalisées.

* Accès des partis politiques aux médias d'Etat : Les Forces Vives font état d'un communiqué interdisant l'accès des Partis Politiques aux médias d'Etat.

Menaces sur les ONG actives dans le domaine de la démocratie et des droits de l'homme.

* Liberté d'expression et de réunion : Ces libertés connaissent des restrictions. Le dernier cas est relatif à l'interdiction de tenue de meetings du Président de l'UFDG à l'intérieur du pays (Kérouané, Kankan...). Ces interdictions ont été prononcées le jour même où se tenait la réunion du Groupe International de Contact, à Conakry.

3 – Processus électoral

- L'état de la situation

La CENI et le MATAP ont évoqué des avancées, notamment en matière d'enregistrement des électeurs sans oublier un certain nombre de contraintes au plan technique et financier.

- L'enregistrement des électeurs : Selon la CENI et le MATAP, à ce jour, 4.144.416 électeurs ont été enregistrés sur une population électorale estimée à 5.274.233 (base 2005 + 10%). Ce qui représente 79%.

Pour diverses raisons, la CENI et le MATAP envisagent une reprise ciblée de l'enregistrement sur une période de 10 jours. Toutefois, et comme l'a même affirmé Monsieur le Ministre de la Justice, au nom du Gouvernement, la finalisation du recensement est « tributaire du désintéressement des démembrements de la CENI et des CARLE »

- Le budget et financement : la CENI a présenté un budget révisé couvrant les dépenses de mars à décembre 2009 s'élevant à 149 milliards de FG soit 22,6 millions euros ou 31,7 millions US \$.

Il ressort qu'une économie substantielle de 32 milliards de FG pourrait être réalisée par rapport au budget initialement présenté et que la phase de recensement pourrait être bouclée avant la fin de l'année.

Par ailleurs le Japon a annoncé en date de 19 juin une contribution de 1,83 million de \$ pour l'achat de matériel électoral, à travers le PNUD.

En tout état de cause, la gestion du processus électoral présente un certain nombre d'inquiétude et des actions urgentes sont attendues pour respecter le chronogramme

- Points d'inquiétude et perspectives

- La reprise ciblée de l'enregistrement ; l'on assiste à un retard en la matière conditionné en partie par des problèmes financiers en vue du désintéressement des démembrements de la CENI et des membres des CARLE.

Il est urgent que cette opération se déroule avant le 15 juillet tel qu'annoncé par la CENI et le MATAP

- L'enregistrement des Guinéens de l'étranger : Il est grand temps, qu'une décision définitive soit prise sur la mise en œuvre de cette décision politique. Des solutions existent pour enregistrer la grande majorité des Guinéens de l'étranger dans le cadre d'un budget acceptable.
- La contribution de l'Etat au processus : A ce jour, la contribution de l'Etat, en dépit de l'engagement du Président du CNDD, n'a pas été versée, ce qui constitue un facteur de blocage et suscite des interrogations relativement à la

volonté politique. Une telle situation est d'autant plus préoccupante qu'elle intervient à moins de 4 mois des premières échéances (Scrutin législatif).

Lors du GIC local, les autorités guinéennes ont soigneusement éludées les questions relatives au paiement de la contrepartie guinéenne et la mise en œuvre du recensement des Guinéens de l'étranger. La question des "arriérés" des démembrements de la CENI et des CARLE apparaît comme un alibi pour éviter d'avancer dans la finalisation du recensement et la production des listes et des cartes d'électeur.

- La remise en cause de l'ordonnance 015 et la composition de la CENI par les Partis politiques

4 – Gestion macro-économique/ Situation socioéconomique

- Difficultés de trésorerie au niveau de l'Etat : d'après les conclusions de la mission CEDEAO-FMI-BM, l'Etat est confronté à des difficultés de trésorerie. Les ordres de paiement tardent à être exécutés par la Banque centrale ce qui risque à terme de paralyser l'ensemble de l'activité économique. C'est d'ailleurs aussi le cas pour le décaissement de la contribution Guinéenne au processus électoral.
- Par ailleurs il existe des recettes occultes qui permettent de maintenir des dépenses au bénéfice des forces armées dans le cadre de marchés de gré à gré, en dehors des procédures budgétaires.
- Harcèlement à l'encontre des entreprises
- Rumeurs de revendications catégorielles et sociales et risque d'explosion sociale. Une raison aussi invoquée par les militaires pour rester au pouvoir est qu'ils doivent améliorer l'accès à l'eau et à l'électricité avant le rentrer dans leurs casernes.

Conclusions – recommandations

Se référer au communiqué de presse

Le Groupe local exprime sa vive préoccupation sur les incertitudes pesant sur la conduite de la Transition. Il recommande :

1. Relance du dialogue
2. Tenir les élections dans le cadre fixé par le chronogramme
3. Versement de la contribution guinéenne à la préparation des élections
4. Respecter les droits de l'homme

Il en appelle au CNDD et au Gouvernement pour le respect des engagements et une conduite de la Transition dans les meilleurs délais conformément au chronogramme des Forces Vives et auquel le CNDD par lettre en date du 3 avril 2009 a marqué son adhésion

Le Groupe réaffirme sa détermination et celle des partenaires au développement à continuer à appuyer la Guinée dans cette phase à la condition d'avoir des signes d'une réelle volonté d'organiser des élections.

Il rappelle que la tenue des élections demeure l'un des éléments essentiels de la Transition